

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1674

[99/09445]

**25 MAI 1999. — Arrêté royal
fixant l'entrée en vigueur de la loi du 10 février 1999
modifiant l'article 574 du Code judiciaire**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 février 1999, modifiant l'article 574 du Code judiciaire, notamment l'article 3;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° la loi du 10 février 1999, modifiant l'article 574 du Code judiciaire;

2° le présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1674

[99/09445]

**25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van
inwerkingtreding van de wet van 10 februari 1999 tot wijziging
van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 februari 1999 tot wijziging van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid artikel 3;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, treden in werking :

1° de wet van 10 februari 1999 tot wijziging van artikel 574 van het Gerechtelijk Wetboek;

2° dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1675

[C - 99/09649]

**4 JUIN 1999. — Arrêté royal relatif au prélèvement sanguin en vue du
dosage d'autres substances que l'alcool susceptibles d'avoir une
influence sur les capacités de conduite d'un véhicule**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 44bis, §§ 3 et 4, du Code d'instruction criminelle;

Vu la loi du 1^{er} juin 1849 sur la révision des tarifs en matière criminelle, notamment l'article 10;

Vu la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, notamment l'article 64 ainsi que l'article 63, § 1^{er}, 3° et 4°, ainsi que les §§ 2 et 3, modifiés par la loi du 16 mars 1999;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1994 modifiant l'arrêté royal du 5 novembre 1971 portant création et érection en établissement scientifique de l'Etat de l'Institut National de Criminologie et de l'arrêté royal du 9 novembre 1992 portant restructuration de l'Ecole de Criminologie et de Police Scientifique en raison de son intégration dans l'Institut National de Criminologie, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacées par la loi du 4 juillet 1989 et modifiée par la loi du 4 août 1996 ;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi du 16 mars 1999 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, incrimine entre autres les conducteurs de véhicules lorsque sont décelées dans l'organisme des substances qui influencent les capacités de conduite; qu'il ressort clairement de nombreuses études scientifiques préalables à

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1675

[C - 99/09649]

**4 JUNI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de bloedproef met het
oog op het bepalen van het gehalte van andere stoffen dan alcohol
die de rijvaardigheid beïnvloeden**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 44bis, §§ 3 en 4, van het Wetboek van Strafvordering;
Gelet op de wet van 1 juni 1849 op de herziening van de tarieven in strafzaken, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, inzonderheid op artikel 64 alsook artikel 63, § 1, 3° en 4°, alsook de §§ 2 en 3, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1994 tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 1971 tot instelling van een Nationaal Instituut voor Criminologie met het statuut van wetenschappelijke inrichting van de Staat en van het koninklijk besluit van 9 november 1992 houdende herstructurering van de School van Criminologie en Criminologie wegens de integratie ervan in het Nationaal Instituut voor Criminologie, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 28 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de wet van 16 maart 1999 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, voorziet in de strafbaarstelling van onder meer de bestuurders van voertuigen bij wie in het organisme stoffen worden aangetroffen, die de rijvaardigheid beïnvloeden; dat uit de vele wetenschappelijke onderzoeken die aan de

l'élaboration de cette loi et du rapport scientifique joint à l'exposé des motifs du projet de loi que la présence desdites substances et l'influence qu'elles exercent sur les capacités de conduite comportent un risque sérieux et réel pour la sécurité routière, de sorte qu'il convient d'exécuter au plus tôt la loi précitée, en particulier en ce qui concerne le prélèvement sanguin; qu'il est par conséquent urgent de fixer les modalités selon lesquelles il convient d'effectuer le prélèvement sanguin en vue de l'analyse du sang ainsi que l'analyse du sang elle-même;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sous les sanctions prévues par l'article 10 de la loi du 1^{er} juin 1849 sur la révision des tarifs en matière criminelle, le médecin requis d'opérer un prélèvement sanguin, en vertu de l'article 44bis du Code d'instruction criminelle ou de l'article 63 § 1^{er}, 3^o et 4^o, de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, telle que modifiée par la loi du 16 mars 1999, ne peut s'abstenir de procéder à ce prélèvement que si ses constatations font apparaître une contre-indication formelle à cette mesure ou s'il reconnaît fondé le motif légitime qu'invoque, pour s'y soustraire, la personne qui doit subir la prise de sang.

Le médecin qui dans l'une ou l'autre de ces éventualités estime ne pas devoir procéder au prélèvement sanguin, relate dans un rapport établi sur-le-champ les raisons de son abstention. Ce rapport est remis à l'autorité requérante. Il peut l'être sous pli fermé si le médecin n'a pas été requis par un magistrat ou si la remise ne peut pas être faite directement au magistrat requérant. Le rapport, ou le pli qui le contient est annexé aussitôt au procès-verbal.

Au cas où la personne qui doit subir le prélèvement sanguin ne se soumet pas à l'intervention du médecin requis, le fait est constaté dans le procès-verbal dressé par l'autorité requérante.

Art. 2. Lorsque le prélèvement est ordonné en vertu de l'article 63, § 1^{er}, 3^o et 4^o, de la loi relative à la police de la circulation routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, l'autorité requérante et le médecin requis remplissent un formulaire dont le modèle constitue l'annexe au présent arrêté.

Art. 3. Le prélèvement est effectué par voie veineuse. L'autorité requérante remet à cet effet au médecin un système de prélèvement sanguin, contenant :

1° Deux tubes stériles, sous vide permanent (ou sous vide in-situ), de 7 ml au moins, en verre blanc et neutre. Les tubes porteront un numéro d'identification ;

2° une aiguille stérile et résistante, en nickel ou en alliage inoxydable. Elle accompagnera le tube de prélèvement avec un adaptateur adéquat ;

3° un tampon avec un antiseptique ;

4° un pansement occlusif, constitué par un sparadrap perforé, garni d'une bande de gaze.

L'ensemble est placé dans un emballage capable d'assurer une protection efficace pour le transport.

Le vide permanent à l'intérieur du tube demeuré intact, devra persister pendant un an de manière à permettre un remplissage normal durant ce laps de temps.

Le tube doit contenir du fluorure de sodium sec (2,0 +/- 0,5 mg/ml sang) en combinaison avec de l'EDTA (1-2 mg/ml sang) ou de l'oxalate de potassium (1,5-2,5 mg/ml sang).

Huit étiquettes adhésives ainsi qu'un mode d'emploi spécifique de l'appareillage seront joints à chaque système de prélèvement reprenant le texte ci-après, imprimé en néerlandais et en français.

« Mode d'emploi :

1° Placer l'aiguille sur l'adaptateur.

2° Après le placement du garrot autour du bras, prendre le tampon imbibé d'antiseptique, désinfecter soigneusement la peau avec celui-ci et ponctionner avec l'aiguille.

3° Maintenir l'aspiration jusqu'à ce que la quantité voulue de sang ait été obtenue (14 ml au moins) (2 X 7 ml).

4° Agiter chaque tube afin d'assurer le mélange de l'anticoagulant et du sang.

5° Le prélèvement sanguin opéré, le corps de chaque tube de prélèvement est immédiatement pourvu d'une étiquette portant les nom et prénoms de la personne qui a subi le prélèvement ainsi que la

totstandkoming van deze wet zijn voorafgegaan, alsook uit het wetenschappelijk verslag gevoegd bij de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet duidelijk blijkt dat de aanwezigheid van dergelijke stoffen en de invloed ervan op de rijvaardigheid een reëel en ernstig gevaar vormen voor de verkeersveiligheid, zodat voornoemde wet zo spoedig mogelijk ten uitvoer moet worden gelegd, inzonderheid met betrekking tot de bloedproef; dat het bijgevolg dringend noodzakelijk is de voorwaarden te bepalen waaronder de bloedproef met het oog op de bloedanalyse en de bloedanalyse zelf moeten plaatsvinden;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Op straffe van de sancties bepaald in artikel 10 van de wet van 1 juni 1849 op de herziening van de tarieven in strafzaken kan de geneesheer die krachtens artikel 44bis van het Wetboek van Strafvordering of krachtens artikel 63, § 1, 3^o en 4^o, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999, wordt opgevorderd om een bloedproef te verrichten, zich daarvan slechts onthouden wanneer zijn bevindingen een formele contra-indicatie tegen deze maatregel opleveren of wanneer hij de reden die de persoon op wie de bloedproef moet worden verricht, aanvoert om zich eraan te onttrekken, als gegronde erkent.

De geneesheer die in een van deze gevallen van oordeel is dat hij de bloedproef niet moet verrichten, vermeldt in een onmiddellijk op te maken verslag de redenen waarom hij zich onthoudt. Dit verslag wordt aan de opvorderende overheid bezorgd. Zulks kan onder gesloten omslag geschieden ingeval de geneesheer niet door een magistraat is opgevorderd of ingeval het verslag niet rechtstreeks aan de opvorderende magistraat kan worden overhandigd. Het verslag of de omslag die het verslag bevat, wordt terstond bij het proces-verbaal gevoegd.

Ingeval de persoon op wie de bloedproef moet worden verricht, zich niet aan de ingreep van de opgevorderde geneesheer onderwerpt, wordt daarvan melding gemaakt in het door de opvorderende overheid opgemaakte proces-verbaal.

Art. 2. Wanneer de bloedproef wordt bevolen krachtens artikel 63, § 1, 3^o en 4^o, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, vullen de opvorderende overheid en de opgevorderde geneesheer een formulier in waarvan het model de bijlage bij dit besluit uitmaakt.

Art. 3. Het bloed wordt aan de ader afgenomen. De opvorderende overheid overhandigt daartoe aan de geneesheer een bloedafnamesysteem dat volgende elementen bevat :

1° Twee steriele buizen onder permanent vacuüm (of onder vacuüm in-situ) met een inhoud van ten minste 7 ml uit wit neutraal glas. De buizen moeten een identificatienummer dragen;

2° een steriele en onbuigzame naald vervaardigd uit nikkel of uit een roestvrije legering. Zij moet worden gevoegd bij de afnamebuis met een aangepaste adapter;

3° een tampon met een antisepticum;

4° een occlusief verband dat bestaat uit een geperforeerd kleefpleister voorzien van een gaasverband.

Het geheel wordt in een verpakking geplaatst die bij het vervoer een efficiënte bescherming biedt.

Het permanent vacuüm in de afnamebuis moet gedurende een jaar intact en stabiel blijven zodat de vulling gedurende die tijd normaal kan verlopen.

De afnamebuis moet droog natriumfluoride (2,0 +/- 0,5 mg/ml bloed) in combinatie met EDTA (1-2 mg/ml bloed) of met kaliumoxalaat (1,5-2,5 mg/ml bloed) bevatten.

Acht kleefbriefjes, alsmede een specifieke gebruiksaanwijzing van het afnamesysteem worden bij ieder afnamesysteem gevoegd met de volgende gedrukte tekst in het Nederlands en in het Frans.

« Gebruiksaanwijzing

1° De naald op de adapter plaatsen.

2° Rond de arm een knevelverband aanbrengen, daarna de huid zorgvuldig ontsmetten met de tampon doordrenkt met antisepticum en met de naald een punctie uitvoeren.

3° De aanzuiging laten verlopen totdat de gewenste hoeveelheid bloed is verkregen (ten minste 14 ml) (2 X 7 ml).

4° Elke buis schudden om het anticoagulans en het bloed te mengen.

5° Na de bloedafname op elke buis onmiddellijk een etiket aanbrengen waarop de naam en de voornamen van de persoon op wie de bloedproef is verricht, alsook de datum en het nummer van het

date et le numéro du procès-verbal. Cette étiquette ne peut recouvrir le numéro d'identification du tube de prélèvement. »

Le médecin procède avec tous les soins habituels d'asepsie.

Le prélèvement sanguin doit être de 14 ml au moins.

Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, peut déterminer d'autres conditions auxquelles doit répondre le système de prélèvement sanguin.

Art. 4. Le prélèvement sanguin opéré, le corps de chaque tube est immédiatement pourvu d'une étiquette portant les nom et prénoms de la personne qui a subi le prélèvement sanguin ainsi que la date et le numéro du procès-verbal.

Art. 5. Lorsque la personne soumise au prélèvement sanguin est assistée d'un médecin de son choix, celui-ci peut faire acter dans le procès-verbal les observations qu'il estime devoir formuler.

Art. 6. Le médecin requis remet l'échantillon de sang prélevé à l'autorité requérante qui l'envoie immédiatement et par la voie la plus rapide au laboratoire agréé que l'autorité judiciaire aura désigné.

Art. 7. L'autorité judiciaire requiert, pour effectuer l'analyse du sang, un expert de l'Institut National de Criminologie et de Criminologie ou un expert opérant dans un laboratoire agréé par le Ministre de la Justice.

L'expert procède à l'analyse aussi rapidement que les circonstances le permettent et transmet son rapport dans les quatorze jours de calendrier de la réception du réquisitoire et de l'échantillon de sang l'accompagnant.

Avant de procéder à l'analyse, l'échantillon doit être conservé debout à une température de + 4 °C.

Le laboratoire auquel est attaché l'expert conserve le surplus de l'échantillon à une température de - 20 °C jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du prélèvement sanguin après quoi il est détruit.

Le § 2 de l'article 44bis du Code d'instruction criminelle est applicable à l'expert appelé à effectuer l'analyse.

Art. 8. L'analyse du sang est effectuée suivant la méthode décrite au § 2 de l'article 63 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, tel que modifié par la loi du 16 mars 1999.

Art. 9. L'officier du ministère public ou le juge d'instruction notifie les résultats de l'analyse à la personne dont le sang a été prélevé, le plus tôt possible et au plus tard dans les trente jours de calendrier à partir de l'expiration du délai de quatorze jours calendriers prévu à l'article 7, alinéa 2.

La notification est faite par pli recommandé à la poste. Elle est réputée faite le lendemain du jour du dépôt à la poste, non compris les dimanches et jours fériés. Elle peut également être faite verbalement par le magistrat ou par l'officier de la police judiciaire qu'il délègue; il est dressé, dans ce cas, procès-verbal de cette notification.

L'intéressé est en même temps averti que, s'il estime devoir faire procéder à une contre-expertise, il doit user de ce droit dans les quatorze jours calendriers à compter du jour de la notification.

Art. 10. L'intéressé qui entend faire procéder à une contre-expertise, doit adresser une demande à cette fin, par pli recommandé à la poste, à un des laboratoires décrits à l'article 7 choisi par lui ou à un expert opérant dans un tel laboratoire. Il transmet en même temps, par pli recommandé, une copie de cette demande au magistrat qui a fait la notification prévue à l'article 9. La demande et la transmission sont réputées réalisées à l'égard du laboratoire ou de l'expert choisi le lendemain du jour du dépôt à la poste, non compris les dimanches et jours fériés.

La demande doit mentionner les nom et prénoms du requérant, le laboratoire dans lequel a été effectuée l'analyse et, si la demande est adressée à ce même laboratoire ou à un expert y opérant, le nom du conseil technique éventuellement choisi par l'intéressé pour contrôler la contre-expertise.

La contre-expertise doit être effectuée conformément aux règles fixées à l'article 8. Les résultats en sont remis à l'intéressé avant l'expiration d'un délai de trente jours de calendrier à compter de la réception de la

procès-verbaal zijn vermeld. Dit etiket mag het identificatienummer van de afnamebuis niet bedekken.»

De geneesheer gaat te werk met alle gebruikelijke voorzorgen inzake asepsie.

De bloedafname moet ten minste 14 ml bloed bedragen.

De Minister bevoegd voor Volksgezondheid kan andere voorwaarden bepalen waaraan het bloedafnamesysteem moet voldoen.

Art. 4. Nadat de bloedafname is verricht, wordt op elke buis onmiddellijk een etiket aangebracht waarop de naam en de voornamen van de persoon op wie de bloedafname is verricht, alsook de datum en het nummer van het proces-verbaal zijn vermeld.

Art. 5. Wanneer de persoon op wie de bloedafname is verricht, wordt bijgestaan door een geneesheer van zijn keuze, kan deze laatste in het proces-verbaal de opmerkingen doen optekenen die hij meent te moeten maken.

Art. 6. De opgevorderde geneesheer bezorgt het bloedmonster aan de opvorderende overheid, die het onmiddellijk langs de vlugste weg, toezendt aan het erkend laboratorium dat de gerechtelijke overheid heeft aangewezen.

Art. 7. De gerechtelijke overheid vordert hetzij een deskundige van het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie, hetzij een deskundige werkzaam in een door de Minister van Justitie erkend laboratorium op, om de bloedanalyse te verrichten.

De deskundige verricht de analyse zo spoedig als de omstandigheden het toelaten en legt zijn verslag over binnen veertien kalenderdagen te rekenen van de ontvangst van de vordering en van het bijbehorende bloedmonster.

Vooraleer de analyse wordt verricht, moet het bloedmonster rechtop en bij een temperatuur van + 4 °C worden bewaard.

Het laboratorium waaraan de deskundige verbonden is, bewaart het restant van het bloedmonster bij een temperatuur van - 20 °C gedurende een termijn van zes maanden te rekenen van de bloedafname, waarna het wordt vernietigd.

Artikel 44bis, § 2, van het Wetboek van Strafvordering is van toepassing op de deskundige gevorderd om de analyse te verrichten.

Art. 8. De bloedanalyse vindt plaats volgens de methode omschreven in artikel 63, § 2, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999.

Art. 9. De ambtenaar van het openbaar ministerie of de onderzoeksrechter stelt de persoon op wie de bloedafname is verricht, zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen dertig kalenderdagen te rekenen van het verstrijken van de termijn van veertien kalenderdagen bedoeld in artikel 7, tweede lid, in kennis van het resultaat van de analyse.

De kennisgeving geschiedt bij ter post aangetekende brief. Zij wordt geacht te zijn geschiedt de dag volgend op die waarop de brief op de post is afgegeven, zon- en feestdagen daarin niet begrepen. Ze kan ook mondeling geschieden door de magistraat of door de officier van gerechtelijke politie aan wie hij daartoe opdracht geeft; in dit geval wordt van de kennisgeving proces-verbaal opgemaakt.

De betrokkene wordt terzelfder tijd gewaarschuwd dat hij, indien hij meent een tegen-expertise te moeten laten verrichten, hij van dit recht gebruik moet maken binnen veertien kalenderdagen te rekenen van de dag van de kennisgeving.

Art. 10. De betrokkene die een tegen-expertise wil laten verrichten, moet daartoe, bij ter post aangetekende brief, een aanvraag richten aan één van de laboratoria vermeld in artikel 7 en door hem gekozen of aan een deskundige werkzaam in een dergelijk laboratorium. Terzelfder tijd zendt hij bij aangetekende brief een afschrift van die aanvraag aan de magistraat die de kennisgeving bedoeld in artikel 9 heeft verricht. De aanvraag en de toezending worden geacht ten aanzien van het gekozen laboratorium of van de gekozen deskundige te zijn gedaan de dag volgend op die waarop de afgifte ter post heeft plaatsgehad, zon- en feestdagen daarin niet begrepen.

In de aanvraag moeten de naam en de voornamen van de verzoeker worden vermeld, alsook het laboratorium waar de analyse werd verricht en indien de aanvraag aan hetzelfde laboratorium of aan een aldaar werkzaam deskundige wordt gericht, in voorkomend geval de naam van de technische raadsman die betrokkene heeft gekozen om op de tegen-expertise toezicht te houden.

De tegen-expertise moet worden verricht overeenkomstig de in artikel 8 bepaalde regels. De resultaten ervan worden aan betrokkene bezorgd binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen van

demande et les autorités judiciaires sont en même temps informées de cette communication par le laboratoire.

Si l'intéressé entend faire procéder à la contre-expertise dans un laboratoire autre que celui dans lequel a été effectuée l'analyse, ce dernier transmet au plus tôt, sur la demande qui lui en est faite, l'échantillon de sang au laboratoire choisi. Ce dernier restitue le surplus de l'échantillon au laboratoire qui a effectué la première analyse et qui en assure la conservation conformément à l'article 7.

Art. 11. L'agrégation des laboratoires, prévue par l'article 44bis, §§ 3 et 4, du Code d'instruction criminelle et par l'article 64 de la loi relative à la circulation routière, coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968, est accordée par Nous, dans les conditions déterminées à l'article 12, sur avis du procureur général près la Cour d'appel dans le ressort duquel le laboratoire est établi.

Les demandes d'agrégation doivent être adressées par écrit au Ministre de la Justice.

Art. 12. L'agrégation visée à l'article 11, ne peut être accordée que si le demandeur établit :

1° que la conservation du sang prélevé est assurée dans les conditions adéquates et que l'analyse de celui-ci est effectuée sous l'autorité et le contrôle d'une personne de conduite irréprochable, offrant les garanties voulues de compétence et d'expérience qui résultent, d'une part, de la possession d'un diplôme de pharmacien, de docteur en médecine, de docteur ou licencié en sciences chimiques ou de licencié en sciences biochimiques et, d'autre part, de la justification d'une pratique des analyses en toxicologie médico-légale d'au moins cinq ans;

2° que le laboratoire dispose des installations, de l'appareillage, du matériel et des produits nécessaires pour assurer la conservation des échantillons de sang et y déterminer le taux de substances mentionnées dans l'article 37bis de la loi relative à la sécurité routière coordonnée par l'arrêté royal du 16 mars 1968 tel que modifié par la loi du 16 mars 1999;

3° qu'un service de réception des échantillons de sang y est organisé ;

4° que le laboratoire ait satisfait à un essai d'intercomparaison organisé par le Ministre de la Justice.

Art. 13. Pour conserver l'agrégation, les laboratoires doivent se soumettre au moins deux fois par an à leurs frais à l'essai d'intercomparaison organisé par le Ministère de la Justice et y satisfaire.

L'agrégation peut être suspendue ou retirée par Nous si les conditions énoncées aux articles précédents cessent d'être réunies.

Art. 14. Jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le prélèvement sanguin peut également être opéré à l'aide des vénules actuellement en usage pour le dosage de l'alcool tel que prévu par l'arrêté royal du 10 juin 1959. Dans ce cas, au moins trois tubes doivent être remplis.

Art. 15. En attendant leur agrégation, les laboratoires qui remplissent les conditions prévues à l'article 12, 1°, 2° et 3°, et agréés sur la base de l'arrêté royal du 10 juin 1959, peuvent effectuer les analyses de sang pendant une période de 2 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
chargé de la Santé publique,
L. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

de ontvangst van de aanvraag. De gerechtelijke overheid wordt terzelfder tijd door het laboratorium in kennis gesteld van deze mededeling.

Indien betrokkene de tegen-expertise wil laten verrichten in een ander laboratorium dan dat waar de analyse heeft plaatsgevonden, bezorgt dit laatste op het hem daartoe gedaan verzoek, het bloedmonster zo spoedig mogelijk aan het gekozen laboratorium. Dit laatste bezorgt het restant van het bloedmonster terug aan het laboratorium dat de eerste analyse heeft verricht en het overeenkomstig artikel 7 bewaart.

Art. 11. De erkenning van de laboratoria bepaald in artikel 44bis, §§ 3 en 4, van het Wetboek van Strafvordering en in artikel 64 van de wet betreffende politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, geschiedt door Ons onder de voorwaarden bepaald in artikel 12, op advies van de procureur-generaal bij het hof van beroep in wiens rechtsgebied het laboratorium is gevestigd.

De aanvragen tot erkenning moeten schriftelijk aan de Minister van Justitie worden gericht.

Art. 12. De erkenning bedoeld in artikel 11 kan enkel geschieden indien de verzoeker bewijst :

1° dat de bewaring van het afgenomen bloed onder passende omstandigheden wordt gewaarborgd en dat de analyse ervan wordt verricht onder het gezag en het toezicht van een persoon van onbetwistbaar gedrag, die de gewenste waarborgen biedt inzake bevoegdheid en ervaring, welke respectievelijk blijken uit het bezit van een diploma van apotheker, van doctor in de geneeskunde, van doctor of licentiaat in de scheikundige wetenschappen of van licentiaat in de biochemische wetenschappen en uit het bewijs dat hij gedurende ten minste vijf jaren analyses inzake medico-legale toxicologie heeft verricht;

2° dat het laboratorium beschikt over de installatie, de apparatuur, het materieel en de producten nodig om de bewaring van de bloedmonsters te waarborgen en om het gehalte daarin te bepalen van de stoffen bedoeld in artikel 37bis van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1968, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999;

3° dat in het laboratorium een dienst voor het in ontvangst nemen van de bloedmonsters georganiseerd is;

4° dat het laboratorium voldoet aan een ringtest, georganiseerd door de Minister van Justitie.

Art. 13. Om de erkenning te behouden, moeten de laboratoria zich minstens twee keer per jaar op eigen kosten onderwerpen aan de ringtest die het ministerie van Justitie organiseert en daaraan voldoen.

Wij kunnen de erkenning opschorten of intrekken indien niet meer is voldaan aan de voorwaarden omschreven in de voorafgaande artikelen.

Art. 14. Tot het verstrijken van een termijn van een jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit besluit kan de bloedproef eveneens worden verricht aan de hand van de venulen die thans worden gebruikt voor de vaststelling van het alcoholgehalte overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 juni 1959. In dat geval moeten ten minste drie buizen worden gevuld.

Art. 15. In afwachting van de erkenning kunnen de laboratoria die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 12, 1°, 2° en 3°, en erkend zijn op grond van het koninklijk besluit van 10 juni 1959, de bloedanalyses verrichten gedurende een periode van twee jaar te rekenen van de datum van de inwerkingtreding van dit koninklijk besluit.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
belast met Volksgezondheid,
L. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Annexe à l'arrêté royal du 4 juin 1999 relatif au prélèvement sanguin en vue du dosage d'autres substances que l'alcool susceptibles d'avoir une influence sur les capacités de conduite d'un véhicule

**FORMULAIRE EN APPLICATION DE L'ART. 2 DE L'ARRÊTE ROYAL RELATIF AU
PRELEVEMENT SANGUIN EN VUE DU DOSAGE D'AUTRES SUBSTANCES QUE L'ALCOOL
SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INFLUENCE SUR LES CAPACITES DE CONDUITE D'UN VEHICULE**

| | | |
|---|---------------------------|----------------|
| Première partie – A remplir par le verbalisant | | |
| Nom et qualité du verbalisant | | |
| Identité de la personne examinée | Date : | Numéro de PV : |
| Nom : | Lieu : | |
| Prénom : | | |
| Nom et adresse du médecin requis | Collez ici le code barres | |
| Heure de l'accident / de l'interpellation | | |
| Heure du prélèvement sanguin | | |

| Substances autres que l'alcool que l'intéressé a déclaré avoir utilisées au cours des dernières vingt-quatre heures | | | |
|--|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| Substances | Mode de consommation (1) | Consommation (1) | Quantité / Remarques |
| Amphétamine | Voie orale <input type="checkbox"/> | 1 – 6 H <input type="checkbox"/> | |
| | Prise nasale <input type="checkbox"/> | 6 – 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | Injection <input type="checkbox"/> | > 12 H <input type="checkbox"/> | |
| MDMA MDEA MBDB | Voie orale <input type="checkbox"/> | 1 – 6 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | | 6 – 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | | > 12 H <input type="checkbox"/> | |
| Heroïne | Voie orale <input type="checkbox"/> | 1 – 6 H <input type="checkbox"/> | |
| | Prise nasale <input type="checkbox"/> | 6 – 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | Injection <input type="checkbox"/> | > 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | Fumée <input type="checkbox"/> | | |
| Cocaïne | Voie orale <input type="checkbox"/> | 1 – 6 H <input type="checkbox"/> | |
| | Prise nasale <input type="checkbox"/> | 6 – 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | Injection <input type="checkbox"/> | > 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | Fumée <input type="checkbox"/> | | |
| Cannabis | Voie orale <input type="checkbox"/> | 1 – 6 H <input type="checkbox"/> | |
| | Fumée <input type="checkbox"/> | 6 – 12 H <input type="checkbox"/> | |
| | | > 12 H <input type="checkbox"/> | |
| N.B. – Il convient surtout d'indiquer spécifiquement le moment du dernier usage. | | | |

| Résultat de l'immuno-essai qualitatif sur l'échantillon d'urine | | | | |
|--|---------------|--------------------------|---|--------------------------|
| | Date : | Heure : | | |
| Paramètre | Resultat: (1) | Positif | - | Negatif |
| Amphétamine, MDMA, MDEA, MBDB | | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |
| Opiacé | | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |
| Cocaïne | | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |
| Cannabis | | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> |

Le verbalisant,

(1) cocher ce qui est d'application

| | | | |
|--|--|------------------|----------------|
| Deuxième partie – à remplir par le médecin | | Date : | Heure : |
| Maladie | | | |
| L'intéressé a-t-il mentionné qu'il souffrait d'une maladie? (1) | | Remarques | |
| Non <input type="checkbox"/> | | | |
| Oui <input type="checkbox"/> | | | |
| Laquelle ou lesquelles : | | | |
| Médicaments | | | |
| Prise (1) | | Remarques | |
| Non <input type="checkbox"/> | | | |
| Oui <input type="checkbox"/> | | | |
| Lequel ou lesquels : | | | |
| Autres constatations médicales | | | |
| | | | |

Le médecin ,

(1) cocher ce qui est d'application

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 4 juin 1999 relatif au prélèvement sanguin en vue du dosage d'autres substances que l'alcool susceptibles d'avoir une influence sur les capacités de conduite d'un véhicule.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Intérieur, chargé de la Santé publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Bijlage bij het koninklijk besluit van 4 juni 1999 betreffende de bloedproef met het oog op het bepalen van het gehalte van andere stoffen dan alcohol die de rijvaardigheid beïnvloeden

FORMULIER IN TOEPASSING VAN ART. 2 VAN KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE BLOEDPROEF MET HET OOG OP HET BEPALEN VAN HET GEHALTE VAN ANDERE STOFFEN DAN ALCOHOL DIE DE RIJVAARDIGHEID BEÏNVLOEDEN

| | | |
|---|----------|-----------------------|
| Deel 1 -In te vullen door de verbalisant | | |
| Naam en hoedanigheid van de verbalisant | | |
| Identiteit van de onderzochte persoon | | Datum : |
| Naam : | Plaats : | Pv nummer : |
| Voornaam : | | |
| Naam en adres van de opgevorderde geneesheer | | Kleef hier de barcode |
| Uur van het ongeval / de interpellatie | | |
| Uur waarop de bloedafneming wordt verricht | | |

| Stoffen, andere dan alcohol, welke betrokkene verklaart gebruikt te hebben in de loop van de laatste vierentwintig uren | | | |
|--|----------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
| | Gebruikswijze(1) | Gebruik (1) | Hoeveelheid / Opmerkingen |
| Amfetamine | Oraal <input type="checkbox"/> | 1 - 6 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Snuiven <input type="checkbox"/> | 6 - 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Spuiten <input type="checkbox"/> | > 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| MDMA MDEA MBDB | Oraal <input type="checkbox"/> | 1 - 6 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | | 6 - 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | | > 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| Heroïne | Oraal <input type="checkbox"/> | 1 - 6 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Snuiven <input type="checkbox"/> | 6 - 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Spuiten <input type="checkbox"/> | > 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Roken <input type="checkbox"/> | | |
| Cocaïne | Oraal <input type="checkbox"/> | 1 - 6 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Snuiven <input type="checkbox"/> | 6 - 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Spuiten <input type="checkbox"/> | > 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | Roken <input type="checkbox"/> | | |
| Cannabis | Oraal <input type="checkbox"/> | 1 - 6 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | | 6 - 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| | | > 12 Hr <input type="checkbox"/> | |
| N.B. -Vooral het tijdstip van het laatste gebruik moet in het bijzonder worden vermeld. | | | |

| Resultaat van de kwalitatieve immunoassay op urinemonster | | | |
|--|-------------------|--------------------------|--------------------------|
| Datum : | | Uur : | |
| Parameter | Resultaat: (1) | Positief | Negatief |
| Amfetamine, MDMA, MDEA, MBDB | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Opiaten | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Cocaïne | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Cannabis | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

De verbalisant,

(1) Aankruisen wat van toepassing is.

| | | | |
|--|--------------------------|--------------------|--------------|
| Deel 2 - In te vullen door de geneesheer | | Datum: | Uur : |
| Ziekte | | | |
| Meldt betrokkene te lijden aan een ziekte? (1) | | Opmerkingen | |
| Neen | <input type="checkbox"/> | | |
| Ja | <input type="checkbox"/> | | |
| Welke: | | | |
| Geneesmiddelen | | | |
| Gebruik | (1) | Opmerkingen | |
| Neen | <input type="checkbox"/> | | |
| Ja | <input type="checkbox"/> | | |
| Welke: | | | |
| Andere geneeskundige bevindingen | | | |
| | | | |

De geneesheer,

(1) Aankruisen wat van toepassing is.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 4 juni 1999 betreffende de bloedproef met het oog op het bepalen van het gehalte van andere stoffen dan alcohol, die de rijvaardigheid beïnvloeden

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Volksgezondheid,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS